

BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 19 – 23 décembre 2021

Pays nordiques

COVID-19	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Contaminations						
Nombre de contaminations	8 713 756	1 268 254	640 413	359 262	221 292	21 587
Taux de contamination (pour 100 000 hab.)	12 986	12 280	10 998	6 693	4 005	5 929
Nouvelles contaminations en 14 jours	607 971	39 037	97 619	53 896	20 241	2 428
Nouvelles contaminations en 14 jours pour 100 000 hab.	906	378	1 676	1 004	366	667
Décès						
Nombre de décès	121 946	15 259	3 144	1 257	1 495	37
Taux de décès (pour 100 000 hab.)	182	148	54	23	27	10
Nouveaux décès en 14 jours	1 778	68	148	121	74	2
Nouveaux décès en 14 jours pour 100 000 hab.	2,6	0,7	2,5	2,3	1,3	0,5
Vaccination						
Part de la population totale ayant reçu au moins 1 dose de vaccin	78%	75%	82%	80%	79%	79%
Part de la population totale ayant reçu au moins 2 doses de vaccin	77%	71%	78%	73%	74,5%	78%
Part de la population totale ayant reçu une 3^{ème} dose	30%	21%	35%	26%	15%	42%

Chiffres du 23 décembre 2021 – Sources : Agences nationales de Santé.

AXA rachète un parc immobilier logistique de 515 000 m² dans les pays nordiques.

AXA Investment Managers (AXA IM) a finalisé l'acquisition d'un portefeuille de 20 actifs logistiques d'une surface totale de 515 000 m² auparavant détenu par le groupe NREP Logicenter. La majorité du parc immobilier est située en Suède (57% en valeur, avec 9 propriétés classées EPC A ou B). Le reste est réparti entre la Norvège (19%), le Danemark (13%) et la Finlande (11%) et offre une marge de manœuvre importante pour des améliorations ESG, notamment l'amélioration des notations EPC et l'installation de panneaux solaires, conformément à l'engagement d'AXA IM Alts de chercher à apporter des changements positifs dans la société par le biais de ses investissements. Le prix de l'acquisition n'a pas été dévoilé, mais est estimé à 9 Mds SEK (900 M€) au total, dont 5 Mds (500 M€) en Suède avec des locaux essentiellement basés à Upplands Bro (banlieue nord de Stockholm), Borås et Jönköping. Il s'agit de l'une des plus importantes transactions immobilières en Suède en 2021, achats en bourse exclus.

Danemark

La reprise de l'économie danoise parmi les plus rapides de l'OCDE. C'est ce que confirme l'organisation dans sa dernière *Étude économique*. L'OCDE salue la gestion de la crise sanitaire par les autorités danoises qui ont, grâce à de larges marges de manœuvre budgétaire, agi rapidement pour soutenir les entreprises et les ménages durant les vagues successives de l'épidémie. Ces mesures de soutien (faibles taux d'intérêt, mise en place de garanties de crédit, chômage partiel, etc.) ont permis de limiter l'impact de la crise sanitaire sur l'économie danoise, dont la reprise est aujourd'hui considérée comme parmi les plus rapides de l'OCDE. Des risques demeurent néanmoins, notamment au regard de l'évolution de la situation sanitaire et des pénuries de main d'œuvre. Sur ce dernier point, l'OCDE appelle le gouvernement danois à amplifier ses efforts afin de réduire les obstacles à l'entrée des jeunes et des personnes immigrées sur le marché du travail. Sur le plan environnemental, l'OCDE incite le Danemark à continuer d'investir dans les technologies et les infrastructures vertes (notamment dans l'agriculture et les transports), afin d'atteindre son objectif de neutralité carbone d'ici 2050, ce qui supposerait plus de souplesse sur le plan budgétaire.

Le gouvernement danois ajuste ses prévisions de croissance à 2,8% en 2022. Le ministère des Finances prévoit une croissance de 3,9% en 2021 et 2,8% en 2022. Par ailleurs, les chiffres de l'emploi ont été revus à la hausse par rapport aux estimations d'août 2021 : le nombre d'emplois créés devrait finalement atteindre 140 000 en 2022, contre 75 000 prévus en août dernier. Ceci est en partie dû à la hausse plus élevée que prévu du nombre de fonctionnaires (+20 000 par rapport à leur effectif en 2020). Nicolai Wammen, le ministre des Finances, a par ailleurs souligné l'incertitude qu'entraîne l'augmentation des prix de l'énergie et des matières premières, qui ont fait grimper l'inflation à son plus haut niveau depuis 2008 (+3,4% sur les 12 derniers mois), en partie stimulée par les prix de l'électricité (+32% sur la même période). Par ailleurs, les inquiétudes qui pesaient

jusqu'à présent sur le marché immobilier sont tempérées par le ralentissement de la hausse des prix des maisons et appartements au Danemark, après une hausse importante de 16,5% en glissement annuel au T2 2021.

La dette de la population danoise envers l'État atteint 19 Mds€. La dette collective de la population envers l'État danois a atteint 132 Mds DKK (19 Mds€) en novembre 2021. Les derniers chiffres montrent que 20% de la population, soit environ 1,1 million de personnes, est redevable sous forme d'impôts impayés, de TVA, de contraventions pour excès de vitesse, d'amendes de stationnement ou d'emprunts étudiants. C'est dans le Sjælland que les citoyens ont les dettes les plus élevées vis-à-vis de l'État, avec 127 000 DKK (17 000 €) en moyenne par personne. Le nouveau système de recouvrement a toutefois fait ses preuves et permis à l'État de récupérer 10,4 Mds DKK (1,4 Md€) en 2020 en prélevant les montants dus directement sur les comptes bancaires des citoyens et sur leurs salaires.

Brexit : les pêcheurs danois recevront 1,3 Md DKK (174 M€) de compensations. Le 16 décembre 2021, une large majorité du parlement s'est accordée sur une compensation d'un montant total de 1,3 Md DKK (174 M€) pour les pêcheurs danois ayant subi des pertes de quotas à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. 841 M DKK (113 M€) seront destinés à l'indemnisation directe des pertes de quotas et 204 M DKK (27 M€) seront consacrés aux « primes à la casse » sur les bateaux des pêcheurs contraints de quitter le secteur. Si l'Association des Pêcheurs Danois (*Danmarks Fiskeriforening*) se montre satisfaite de cet accord, elle déplore que les compensations ne couvrent pas intégralement la valeur des quotas perdus.

Le gouvernement danois dévoile sa stratégie pour le Power-to-X. La stratégie Power-to-X, présentée par le gouvernement danois le 15 décembre 2021, contient 14 initiatives pour

un budget total de plus de 3 Mds DKK (403 M€). Le gouvernement propose notamment d'augmenter les fonds alloués aux appels d'offres de Power-to-X de 750 M DKK (100 M€) à 1,25 Md DKK (168 M€). D'ici 2030, entre 4 à 6 GW d'installations d'électrolyse devraient être développées pour la production d'hydrogène vert et de carburants verts. La stratégie du gouvernement sera soumise à des négociations au Parlement.

Les femmes sont largement sous-représentées dans les postes à responsabilité du secteur bancaire.

C'est ce que relève une étude réalisée par quotidien économique Børsen auprès des conseils d'administration des banques danoises : si la moitié des employés des banques sont des femmes, celles-ci ne représentent que 9% des membres des conseils d'administration. Sur 55 banques, 5 ont une femme à leur tête. À titre de comparaison, 20% des dirigeants des 25 plus grandes entreprises du pays (C25) sont des femmes. Selon Nicole Offendal, présidente de l'Association des employeurs du secteur financier (*Finanssektorens Arbejdsgiverforening*), les types de postes occupés par les femmes au sein des

banques contribuent à leur invisibilisation au sein des conseils d'administration et des directions. Selon elle, les fonctions de conseil aux grandes entreprises, par exemple, sont essentiellement occupées par des hommes, alors que c'est justement parmi ces fonctions que sont recrutés une grande partie des cadres supérieurs. En revanche, les femmes sont surreprésentées dans les fonctions administratives et de conseil pour la clientèle privée, d'où proviennent peu de cadres supérieurs. Si les banques danoises déclarent agir en faveur de l'égalité et de la diversité, Nicole Offendal, déplore le fait que les résultats ne sont pas à la hauteur des ambitions.

Maersk révisé ses prévisions à la hausse pour 2021.

Après de bonnes performances en octobre et en novembre, le groupe s'attend désormais à un bénéfice d'exploitation de 350 M US\$, contre 290 à 330 M US\$ prévus jusqu'alors. Les prévisions de dépenses d'investissement sont revues à la baisse, ajustées à environ 100 M US\$ (contre 110 à 130 M US\$ précédemment), ce qui reflète, selon le groupe, une optimisation accrue des coûts de maintenance et de projet.

Finlande

Les entreprises étrangères implantées en Finlande ont généré un CA de 97 Mds€ en 2020. Les entreprises suédoises, américaines, allemandes, norvégiennes et danoises se classent respectivement parmi les plus importants contributeurs en termes de CA. Les filiales de sociétés étrangères emploient 18% des effectifs des entreprises du secteur privé. Les investissements étrangers sont essentiellement tournés vers le secteur industriel. En nombre d'entreprises la France s'est située au 9ème rang avec 138 entreprises générant un CA de 3,6 Mds€ et un effectif légèrement inférieur à 10 000 employés (9 646 employés). A noter que le nombre d'entreprises britanniques s'est effondré de 25% en un an.

L'endettement des ménages en Finlande en hausse.

Un tiers des finlandais affirment que le nombre de leurs factures a augmenté plus rapidement que leurs revenus au cours du premier semestre de 2021. 35% des finlandais disent avoir emprunté de l'argent ou dépassé la capacité de leur carte de crédit pour payer les factures, contre un chiffre similaire de 25% l'année dernière. Cette enquête a cependant été faite avant la hausse récente des prix de l'électricité. L'endettement des ménages, notamment en matière immobilière, reste une préoccupation de la Banque de Finlande, mais il reste proportionnellement moins élevé que celui de ses voisins scandinaves.

La Finlande a choisi d'acquérir des avions de combat américains F35 pour équiper ses forces aériennes. Le contrat d'une valeur de 8,4 Mds€ porte sur l'achat de 64 avions. Des contrats ultérieurs sont prévus pour des armements, des solutions de formation et de maintenance, et autres systèmes électroniques d'ici la fin de 2030. Le Parlement a voté une enveloppe totale de 9,4 Mds€, ce qui en fait le plus important achat d'armement à ce jour de la Finlande.

Islande

L'Etat islandais épinglé par l'Autorité de surveillance de l'AELE. L'autorité de surveillance de l'AELE a considéré que le financement public de la campagne « Íslenskt - láttu það ganga » ("Icelandic - pass it on"), visant à promouvoir la consommation de biens et services islandais, était contraire aux accords de l'Espace économique européen. Son avis rendu indique que les conditions actuelles, liées à la pandémie, ne pouvaient pas justifier une telle aide financière de la part de l'Etat qui a, par conséquent, outrepassé les règles de libre-concurrence. Le gouvernement islandais a désormais trois mois pour répondre, avant que le cas aille éventuellement devant la Cour de justice de l'EEE.

Forte inflation pour la fin d'année 2021. La hausse globale du niveau des prix en décembre atteint désormais 5,1%. D'après l'économiste en chef d'Íslandsbanki, ce taux est un pic qui devrait baisser progressivement en 2022.

Le secteur de la pêche ne pourra pas assurer sa transition écologique sans soutien public. Un rapport de Samorka, l'Association des entreprises du secteur de la pêche, des ports de Faxaflói et du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles indique qu'il est nécessaire, pour l'accès et le développement des énergies vertes, que l'Etat islandais apporte un soutien financier conséquent.

Le réacteur d'Olkiluoto 3 a démarré fin décembre. La centrale sera connectée au réseau électrique national et la production débutera en janvier 2022, avec une capacité de 30%. Après le début de son fonctionnement à pleine puissance prévue pour juin 2022 la centrale représentera environ 14% de la production d'électricité domestique. OL3 est la première centrale nucléaire à être mise en service en Europe depuis 15 ans.

Danger autour de la pénurie d'électricité. Le PDG de l'entreprise publique Landsvirkjun a averti de la différence entre l'offre et la demande d'électricité en Islande. Certaines entreprises verront leur besoins en énergie insatisfaits si l'Etat n'intervient pas rapidement.

Retours sur la loi budgétaire 2022-2026. La Confédération islandaise des diplômés universitaires salue le constat positif fait quant à l'appui public à l'économie globale et à l'emploi pendant la crise du Covid-19 et pour la relance, mais mentionne également qu'il faudrait davantage de moyens financiers pour la santé, les allocations familiales et la culture, ainsi que pour les municipalités.

Remous à l'Althing sur le rachat de Míla par le fonds d'investissement Ardian. La direction de Míla n'est pas satisfaite du projet de loi sur la sécurité nationale et les télécommunications faite par Áslaug Arna Sigurbjörnsdóttir, ministre de la Science, de l'Industrie et de l'Innovation. Elle affirme que les nouvelles règles voulues sont « excessives et inutiles » notamment car le cadre législatif actuel serait suffisant.

Norvège

Le gouvernement norvégien annonce une nouvelle série de mesures face à la montée des prix de l'électricité. Pour aider les ménages à faire face aux prix très élevés de l'électricité, le gouvernement a présenté samedi 11 décembre un paquet d'aides de 4,6 Mds NOK pour la période janvier-mars 2022. L'Etat s'engage à prendre en charge la moitié de la facture des ménages quand le prix dépassera 70 øre/kWh, dans la limite d'un volume de 5 000 kWh par mois. Le gouvernement propose également d'augmenter les allocations logement de 1 500 NOK par mois, et d'accorder 3 000 NOK de prêts supplémentaires aux étudiants. La proposition initiale du gouvernement de 4,6 Mds NOK a finalement été revue à la hausse pour atteindre 5,6 Mds NOK. Le gouvernement a également annoncé la semaine dernière le report au printemps 2022 de la réforme de la tarification de l'acheminement de l'électricité.

1 Md NOK débloqué pour l'industrie de l'hydrogène en Norvège. Trois entreprises norvégiennes ont été retenues pour obtenir un financement total de 1 Md NOK de l'agence publique Enova sur des projets liés à l'hydrogène. Yara (283 M NOK) travaillera sur l'utilisation de l'hydrogène dans la production d'ammoniac pour les carburants pour les navires et les engrais. Tizir obtiendra 261 M NOK pour remplacer le charbon par l'hydrogène dans la production d'ilménite, et 482 M NOK seront alloués à Horisont Energi pour son projet de production d'ammoniac grâce à la capture de CO₂ à Hammerfest. Ces deux derniers projets sont des IPCEI (projets importants d'intérêt européen commun).

La banque centrale norvégienne remonte ses taux de 25 points de base.

Après une remontée de 0 à 0,25% des taux directeurs en septembre, la Banque de Norvège a fixé le 16 décembre les nouveaux taux à 0,5%. Elle entend stabiliser l'inflation sous-jacente à 2%, et pourrait revoir à la hausse les taux directeurs en mars prochain.

De nouvelles mesures pour lutter contre un rebond des contaminations Covid-19.

De nouvelles restrictions sont entrées en vigueur le 15 décembre pour une période de quatre semaines. Les bars et restaurants ne peuvent plus vendre d'alcool, les établissements scolaires enclenchent leur mode dégradé en niveau jaune et l'enseignement supérieur et les lycées passent en niveau rouge (enseignement à distance quasiment généralisé), les événements de loisirs doivent être reportés dans la mesure du possible, et des nouvelles jauges plus contraignantes encadrent désormais les événements en intérieur et en extérieur. D'ici la mi-janvier, tous les plus de 45 ans se seront vus proposer une troisième dose de vaccin.

Parallèlement à l'entrée en vigueur de ces restrictions, le gouvernement a annoncé le 14 décembre l'extension des aides aux entreprises et des dispositifs exceptionnels de chômage technique jusqu'à fin février, au lieu de fin janvier. Sur la période novembre-décembre, les entreprises doivent avoir enregistré une baisse de chiffre d'affaires de 30% (contre 40% auparavant) pour bénéficier d'aides de l'Etat (15 M NOK maximum par entreprise, contre 20 M auparavant). Par ailleurs, ces entreprises ne pourront pas verser de dividendes et devront rembourser ces aides si elles enregistrent un profit en 2021. Le secteur de la culture bénéficiera quant à lui d'un paquet d'aides de 1,1 Md NOK jusqu'à l'été 2022, dont 600 M NOK destinés aux organisations bénévoles.

Suède

L'inflation atteint 3,6% en novembre, taux le plus élevé depuis 1993. Le taux d'inflation (selon le CPIF) était de 3,6% en novembre 2021, contre 3,1% en octobre. Sur une base mensuelle, l'inflation a augmenté de 0,5% entre octobre et novembre. La hausse des prix de l'énergie a contribué au taux d'inflation le plus élevé depuis décembre 1993. L'inflation hors énergie a légèrement augmenté, passant de 1,8% en octobre à 1,9% en novembre.

L'OCDE salue la bonne reprise économique suédoise. Investissements nécessaires à la réduction du chômage et à la transition énergétique. L'économie suédoise a rattrapé son niveau pré-pandémie, avec une croissance du PIB prévue revue à la hausse ; 4,3% en 2021, 3,4% en 2022 et 1,6% en 2023. La demande est soutenue par la baisse du chômage et la hausse de l'emploi et des salaires. L'inflation devrait atteindre un pic en 2022 avant de retomber vers l'objectif de 2%. La politique monétaire devrait rester accommodante tant que l'inflation sous-jacente reste faible et que les pressions inflationnistes proviennent de la volatilité des prix de l'énergie. Les exigences d'amortissement des prêts hypothécaires ont été rétablies pour freiner la croissance des prix du logement et de l'endettement des ménages. Des finances publiques saines permettent aux politiques budgétaires de rester favorables.

L'OCDE préconise des investissements :

- Dans les compétences (notamment la formation des migrants) et l'adéquation entre offre et demande d'emploi pour faire baisser le chômage de longue durée, qui a considérablement augmenté pendant la crise.
- Dans les infrastructures et la distribution d'électricité pour répondre à la demande croissante d'électricité liée à la transition verte.

Echanges bilatéraux de biens FR-SE en forte hausse, réduction de 57% du déficit commercial français avec la Suède. Selon les derniers chiffres de *Statistics Sweden* portant sur les 9 premiers mois de l'année, les importations suédoises de biens en provenance de France sont passées de 3,55 à 4,3 Mds€, soit une progression de 21%. Les importations en provenance de France représentent 3,9% des importations totales de la Suède. Les exportations suédoises vers la France sont, elles, passées de 4,13 à 4,55 Mds€ (+10%), ce qui réduit le déficit commercial de la France avec la Suède de plus de la moitié (-57%); de 570 M€ durant les 9 premiers mois de 2020 à 240 M€ en 2021.

La compagnie ferroviaire SJ investit 700 M€ dans 25 nouveaux trains à grande vitesse de Bombardier (Alstom). Il s'agit de l'une des plus grandes transactions ferroviaires de l'histoire de SJ, réalisée dans le cadre d'un investissement de 1,2 Md€ servant à l'achat de nouveaux trains et à la rénovation d'anciens trains. Ces trains, à la vitesse maximale de 250 km/h, seront utilisés pour les services longue distance entre les grandes villes de Suède, mais aussi vers le Danemark et la Norvège. « Le fait que nous passons de 200 à 250 km/h est historique », déclare Arvid Fredman, directeur des véhicules de SJ.

Volvo Cars-Northvolt : centre de R&D à Göteborg et futurs investissements mondiaux dans les batteries. Le constructeur automobile Volvo Cars et le fabricant de batteries Northvolt vont ouvrir un centre commun de R&D à Göteborg, dans le cadre d'un investissement de 3 Mds€ dans le développement de batteries, opérationnel en 2022. Par ailleurs, les deux acteurs comptent étendre leurs investissements dans les batteries à l'Asie et aux États-Unis. Pour le PDG de Volvo Cars, Håkan Samuelsson, disposer de leur propre expertise en matière de batteries pour voitures électriques sera un avantage concurrentiel essentiel.

Inauguration de la 1^{ère} usine biopharmaceutique d'AstraZeneca à Södertälje, un investissement de l'ordre de 250 M€.

AstraZeneca a inauguré son « *Sweden Biomanufacturing Center (SBC)* », l'usine ultramoderne de fabrication de médicaments biologiques¹, en présence de la ministre aux Affaires sociales Lena Hallengren. Le médicament contre le cancer du poumon Imfinzi et le médicament contre l'asthme Fasentra sont les premiers à être livrés par SCB. L'usine n'a d'équivalent dans aucun des 16 pays de production d'AstraZeneca, bien que près de la moitié des médicaments du portefeuille de recherche du groupe soient biologiques. Le médicament anti-Covid sera également produit à Södertälje. L'initiative doit être interprétée comme un « signal puissant » que la Suède et Södertälje jouent un rôle de premier plan dans la production mondiale d'AstraZeneca, selon Leif Johansson, Président du conseil d'AstraZeneca.

L'éditeur suédois de jeux en ligne Embracer fait une offre de rachat de 2,75 Mds€ pour le français Asmodee, leader des jeux de société.

Si l'acquisition est menée à terme, Asmodee deviendrait le 9^{ème} groupe d'exploitation d'Embracer, permettant à ce dernier de devenir un écosystème et le plus grand groupe de jeux d'Europe. Le chiffre d'affaires net annuel *pro forma* d'Asmodee est estimé à 1,1 Md€ (EBITDA 240 M€, EBIT opérationnel 206 M€). Le nouveau groupe combiné compterait, sur une base *pro forma*, 11 300 employés dans plus de 50 pays et disposerait de 108 studios de développement de jeux en propre et de plus de 560 propriétés intellectuelles et marques.

Unibail-Rodamco-Westfield vend son centre commercial Solna Centrum à la société immobilière suédoise Alecta Fastigheter pour 280 M€.

Solna Centrum comprend 120 boutiques/café et des bureaux sur une surface de 79 000m² et accueille 7 millions de clients par an.

¹ Dans les médicaments biologiques, la substance active provient de cellules ou de tissus vivants. Les médicaments biologiques sont plus spécialisés que les autres médicaments et

Green Iron lève 10 M€ pour la construction d'une usine de production d'acier vert.

Après les succès d'Hybrit et de H2 Green Steel, Green Iron a levé 100 M SEK (10 M€) auprès de plusieurs gros investisseurs – dont FAM et Almi Invest du groupe Wallenberg, – pour produire de l'acier et du fer « vert » en créant des flux circulaires de produits résiduels et de déchets provenant des aciéries. Grâce à ce financement, la start-up vise une production à grande échelle d'ici le 3^{ème} trimestre 2023, selon le PDG Edward Murray. Green Iron est maintenant à la recherche d'un site approprié et ne se limite pas à la Suède.

Stockage final des déchets nucléaires : le gouvernement retarde à nouveau sa décision.

Début 2021, les opérateurs nucléaires (Vattenfall, Uniper) ont demandé au gouvernement de prendre une décision positive avant fin août pour le projet d'entreposage final du combustible nucléaire usé en couche géologique profonde SFK à Forsmark et les autres sous-projets liés au SFK (l'extension du site de stockage temporaire du combustible usé CLAB, etc.). Sans décision du gouvernement, les opérateurs estimaient que plusieurs réacteurs nucléaires ne pourraient pas fonctionner après 2024 car le CLAB serait plein. En réponse, le gouvernement a décidé d'accorder le permis d'extension du CLAB le 26 août, afin d'augmenter sa capacité à 11 000 tonnes (contre 8 000 actuellement) et garantir ainsi l'exploitation des réacteurs après 2024. Il n'a toutefois pas encore donné son accord pour la construction du site final d'entreposage en raison des incertitudes concernant la corrosion des containers de cuivre. Il rappelle que les containers devront empêcher toute fuite radioactive durant plus de 100 000 ans et a demandé à l'Agence suédoise de radioprotection SSM d'analyser les risques de corrosion sur la base des derniers travaux de recherche. SSM maintient son avis positif sur la technologie. Le nouveau gouvernement, qui dirige désormais sans les Verts, a annoncé qu'il ne prendra pas sa décision avant mi-décembre 2021, comme le souhaitait l'opposition, mais le 27 janvier 2022 prochain.

sont utilisés, entre autres, pour traiter différents types de cancer.

La hausse des prix de l'énergie et des engrais affecte les agriculteurs suédois.

Les coûts de l'électricité, des engrais et du diesel ont fortement augmenté au cours de l'automne, ce qui a des conséquences très négatives sur la rentabilité des exploitations agricoles, selon la Fédération des agriculteurs suédois (LRF). La fédération a informé le gouvernement de l'évolution inquiétante des prix, en particulier ceux des engrais azotés qui ont augmenté de 240% en un an. Le surcoût total pour les exploitants liés à la hausse des prix du diesel agricole, du soja, des engrais et de l'électricité est de l'ordre de 410 M€ par rapport à une année normale (16 000 agriculteurs à plein temps, 58 000 entreprises agricoles). Cela équivaut à un tiers de la capacité d'investissement annuel des agriculteurs. Le

gouvernement n'a pas encore répondu favorablement aux demandes de mesures de compensation de la fédération LRF.

SEB Investment Management lance le Global Equal Opportunity Fund axé sur l'égalité femmes-hommes.

Ce fonds se concentre sur les entreprises qui sont à l'avant-garde sur les questions d'égalité femmes-hommes et la diversité. Le fonds est dit « vert foncé », avec pour but de créer un impact positif durable à long terme du point de vue du genre et de la diversité. Le Fonds investira également dans des entreprises qui fournissent des services et produits soutenant indirectement ou directement l'égalité des chances dans une perspective de genre.



Prévisions de croissance pour les pays nordiques

Croissance 2021	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Croissance 2022	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2021)

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	3,8	2,8	2,5	2,0	3,7	3,7	4,9	3,4	3,9	3,1
Banque centrale	3,8	3,1	3,5	2,8	3,9	4,5	4,7	3,8	4,0	3,9
Institut stat./ conjoncture*	3,9	3,6	3,5	3,0	3,6	3,8	4,6	3,9	2,6	4,8
Commission européenne**	4,3	2,7	3,4	2,8	3,1	2,8	3,9	3,5	3,4	4,3
FMI***	3,8	3,0	3,0	3,0	3,0	4,1	4,0	3,4	3,7	4,1
OCDE****	4,7	2,4	3,5	2,9	4,2	4,2	4,3	3,4	5,0	5,2
SEB (11/2021)	3,6	4,1	3,2	3,0	2,7	3,7	4,6	3,9	-	-
Nordea (11/2021)	3,3	2,7	3,5	3,0	3,9	3,9	4,5	3,5	-	-
Danske Bank (11/2021)	4,0	3,0	3,3	3,0	3,8	4,0	3,9	3,5	-	-

Sources :

* Suède : Konjunkturinstitutet (KI) (11/2021), Danemark : Conseil des Sages, Det Økonomist Råd (11/2021), Norvège : SSB (09/2021), Finlande : ETLA (11/2021), Islande : Statice (09/2021)

** Prévisions d'automne (novembre 2021)

*** World Economic Outlook (octobre 2021)

**** Perspectives économiques (décembre 2021)

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

Déficit public	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	-1,9	0,4	-5,2	-3,3	-2,9	-	-1,8	-0,6	-9,7	-7,3
Commission européenne *	-0,9	-1,3	-3,8	-2,4	-0,2	1,3	-0,9	0,3	-10,1	-6,5
FMI **	-1,9	0,1	-4,6	-2,6	-5,9	0	-2,6	-0,8	-8,7	-6,4
OCDE ***	-1,5	0,3	-4,0	-2,2	-2,4	-0,6	-1,3	-0,2	-11,6	-7,9

Dettes publiques	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	40,0	38,5	71,4	72,5	-	-	37,8	35,4	57,5	62,2
Commission européenne *	41,0	38,8	71,2	71,2	43,9	42,8	37,3	34,2	65,6	67,5
FMI **	38,8	38,5	72,2	72,2	42,7	42,4	39,6	39,9	75,8	75,4
OCDE ***	39,8	38,4	77,4	82,4	-	-	36,8	34,1	80,7	86,6

Autres	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Inflation*	1,7	1,9	1,8	1,9	-	-	2,4	1,9	-	-
Consommation privée *	3,4	4,4	3,1	3,8	5,5	4,2	3,7	3,5	2,8	3,8
Chômage (BIT) **	5,4	5,3	7,8	6,8	4,3	4,0	8,9	7,9	7,0	5,0

Sources :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2021)

** *World Economic Outlook* (octobre 2021)

*** *Perspectives économiques* (décembre 2021)

Code couleur des mises à jour :

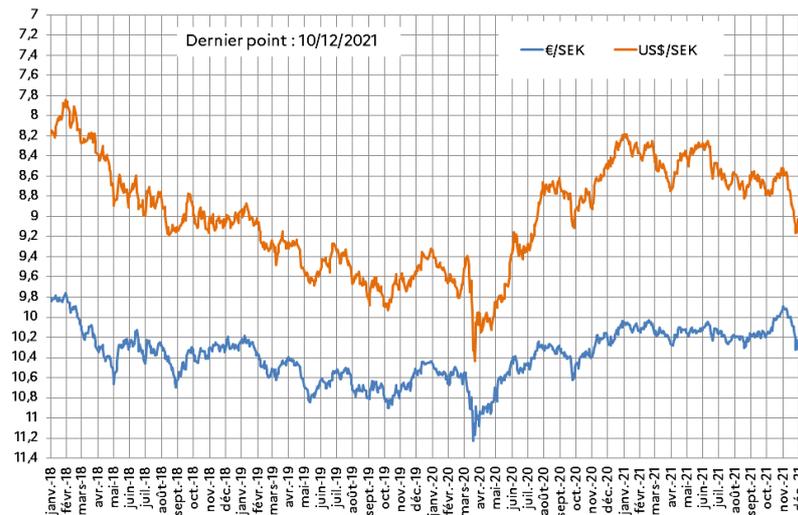
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

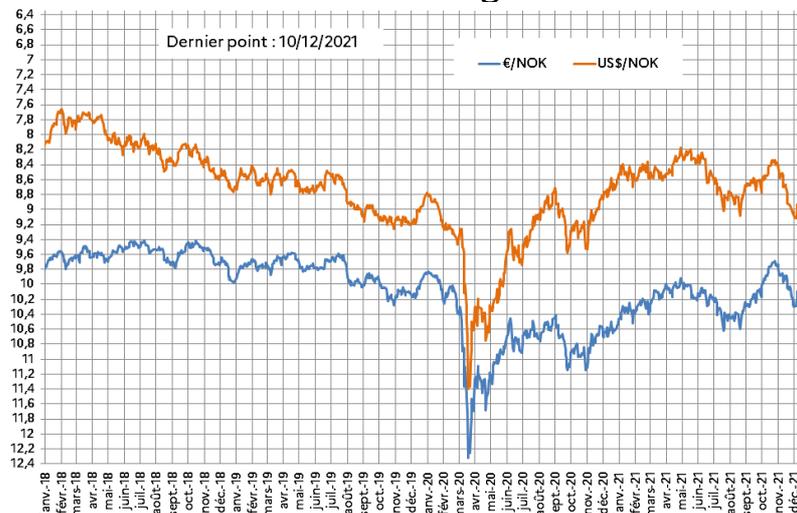
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international